



COUR D'APPEL DE TOULOUSE

**DEMANDE D'INSCRIPTION INITIALE OU DE RÉINSCRIPTION
SUR LA LISTE DES ENQUÊTEURS SOCIAUX 2023**

Décret n°2004-1158 du 29 octobre 2004 portant réforme de la procédure en matière familiale
Décret n°2009-285 du 12 mars 2009 relatif aux enquêteurs sociaux et à la tarification des enquêtes sociales en matière civile
Arrêté du 12 mars 2009 pris en application du décret n°2009-285

Toulouse, le 20 décembre 2021

Madame, Monsieur,

Vous avez exprimé le souhait d'être inscrit sur la liste des enquêteurs sociaux de la cour d'appel de Toulouse.

1/ Vous voudrez bien **numériser votre entier dossier de candidature et l'adresser par voie électronique en format PDF** au tribunal judiciaire du ressort du lieu de votre exercice professionnel en utilisant la plateforme ATLAS.

- Vous devez solliciter au préalable un ticket d'envoi sur la boîte structurelle de la juridiction concernée:

| TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE | ADRESSE DE MESSAGERIE ÉLECTRONIQUE |
|-----------------------------|-------------------------------------|
| ALBI | experts.tj-albi@justice.fr |
| CASTRES | civil.pr.tj-castres@justice.fr |
| FOIX | experts.tj-foix@justice.fr |
| MONTAUBAN | experts.tj-montauban@justice.fr |
| SAINT-GAUDENS | experts.pr.tj-st-gaudens@justice.fr |
| TOULOUSE | experts.tj-toulouse@justice.fr |

- Votre demande sera traitée par le greffe et vous recevrez sur votre boîte mail un lien qui vous permettra de vous connecter à la plateforme.
- Vous serez automatiquement redirigé sur votre espace personnel via ce lien.

- Vous devrez insérer vos pièces jointes numérisées dans 4 fichiers distincts répartis et nommés comme suit:
 - (1) Formulaire de demande d'inscription
 - (2) Identité et adresse (rubriques 1 et 2) : pièces justificatives
 - (3) Lettre de motivation et diplômes (rubrique 3) : pièces justificatives
 - (4) CV et expérience professionnelle (rubriques 4, 5, 6, 7, 8) : pièces justificatives

Vous devez installer la version 8 de JAVA.pour pouvoir formaliser les fichiers.

Vous voudrez bien **fusionner l'ensemble des documents d'un même fichier dans un dossier pdf unique** (cf le tutoriel pour fusionner plusieurs documents pdf disponible sur la page internet).

2/ Le **formulaire de demande d'inscription daté et signé** devra être également déposé en **original** au tribunal judiciaire **sauf pour Toulouse**.

Vous trouverez en fin de document la liste des pièces à joindre.

Votre dossier devra être déposé **entre le 1^{er} janvier 2022 et le 31 mai 2022.**

Pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions de bien vouloir solliciter le tribunal judiciaire dans le ressort du lieu de votre exercice professionnel.

François JARDIN
Substitut général

Anne DUBOIS
Présidente de chambre



[photo](#)

COUR D'APPEL DE TOULOUSE

**DEMANDE D'INSCRIPTION INITIALE OU DE RÉINSCRIPTION
SUR LA LISTE DES ENQUÊTEURS SOCIAUX**

Décret n°2004-1158 du 29 octobre 2004 portant réforme de la procédure en matière familiale
Décret n°2009-285 du 12 mars 2009 relatif aux enquêteurs sociaux et à la tarification des enquêtes sociales en matière civile
Arrêté du 12 mars 2009 pris en application du décret n°2009-285

* 1^{ère} demande

OUI

NON (préciser les années des précédentes demandes)

1. IDENTITÉ DU CANDIDAT

NOM D'USAGE

NOM DE NAISSANCE

Préciser le nom sous lequel vous souhaitez figurer dans l'annuaire

Prénoms

Civilité

Monsieur

Madame

Date de Naissance

Lieu de Naissance

Département ou pays de naissance

Nationalité

Nom du conjoint

Profession du conjoint

(Joindre copies du livret de famille, de la carte nationale d'identité ou du passeport et, le cas échéant, du titre de séjour)

2. ADRESSES DU CANDIDAT

2-a- Lieu d'exercice de l'activité d'enquêteur social (ADRESSE QUI FIGURERA DANS L'ANNUAIRE)

n° de tél :

n° fax :

n° portable :

adresse e-mail :

2-b- Domicile personnel

3. DIPLÔMES ET TITRES UNIVERSITAIRES OBTENUS (DANS LA LIMITE DE 2 ET QUI FIGURERONT SUR L'ANNUAIRE)

(Joindre la photocopie des diplômes, leur équivalence et, le cas échéant, leur traduction s'ils ont été délivrés par des institutions étrangères)

3-a- Diplômes médiation familiale ou expérience de la médiation familiale (*)

3-b- Publications et/ou communications effectuées (*)

3-c- Travaux scientifiques, techniques ou professionnels réalisés (*)

3-d- Permis de conduire

4. ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE ACTUELLE ET PRINCIPALE (*)

Détailler la nature des activités pour mettre en évidence le lien avec la spécialité demandée

Pour toute profession relevant d'un ordre professionnel, joindre l'attestation d'inscription

Pour les salariés joindre une attestation de l'employeur autorisant le candidat à effectuer les expertises pendant son temps de travail

4-a-Pour son compte personnel (précisez, le cas échéant, le numéro d'affiliation à l'URSSAF)

4-b- Pour un ou des employeurs (préciser le nom, l'adresse et la date d'embauche)

S'il s'agit d'une société ou autre personne morale, joindre un K BIS et le N° d'inscription SIRET

4-c- Pour les fonctionnaires, les agents non titulaires de droit public et les ouvriers des établissements industriels de l'Etat, joindre l'autorisation de cumul d'une activité accessoire (expertises) délivrée par l'autorité dont vous relevez.

(art.25 - 4 de la loi n°2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique et art. 2 à 6 du décret n°2007-658 du 2 mai 2007 relatif au cumul d'activités des fonctionnaires, des agents non titulaires de droit public et des ouvriers des établissements industriels de l'Etat)

4-d- Option pour le statut de l'auto-entrepreneur (loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie)

5. AUTRES ACTIVITÉS EXERCÉES PAR LE CANDIDAT, LES DÉCRIRE (*)

(enseignement, activités de formation, mandat associatif, autres, ...)

6. LISTE DES FONCTIONS ANTÉRIEURES (*)

6-a- Pour son compte personnel :

6-b- Pour un ou des employeurs (préciser lesquels, leurs adresses et les périodes d'emploi)

7. INDICATION DES MOYENS ET DES INSTALLATIONS DONT LE CANDIDAT PEUT DISPOSER POUR L'EXERCICE DE SA PROFESSION (*)

8 . INSCRIPTION ANTÉRIEURE ET EXPÉRIENCE D'ENQUÊTEUR SOCIAL (*)

8-a- Antérieurement inscrit comme enquêteur social sur la liste de la cour d'appel de Toulouse: oui non

Si oui précisez:

- la date et la durée d'inscription:
- la date du retrait ou de la radiation (joindre une copie de la décision):

8-b- Antérieurement inscrit comme enquêteur social sur la liste d'une autre cour d'appel : oui non

Si oui précisez:

- la date et la durée d'inscription:
- la cour d'appel concernée:
- la date du retrait ou de la radiation (joindre une copie de la décision):

8-c- Nombre d'enquêtes effectuées à la demande d'une juridiction :

| | Pour son compte personnel | Pour le compte d'une association |
|---|--|--|
| Nombre d'enquêtes sociales ordonnées | <input style="width: 150px;" type="text"/> | <input style="width: 150px;" type="text"/> |
| Nombre d'enquêtes sociales déposées | <input style="width: 150px;" type="text"/> | <input style="width: 150px;" type="text"/> |
| Nombre d'enquêtes sociales en cours à la date de dépôt du dossier | <input style="width: 150px;" type="text"/> | <input style="width: 150px;" type="text"/> |
| Nombre d'enquêtes sociales déposées dans les délais impartis | <input style="width: 150px;" type="text"/> | <input style="width: 150px;" type="text"/> |

(*) Ce document est une trame à suivre.
Le cas échéant, constituer des sous-côtes en précisant le numéro et le titre de la rubrique.

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

Je, soussigné(e) certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus mentionnés et m'engage à porter à la connaissance du procureur général de la cour d'appel de Toulouse, service des experts, 10 place du Salin, BP 7008, 31068 TOULOUSE Cedex 07, toutes modifications susceptibles d'intervenir dans ma situation.

En outre :

- j'affirme n'avoir été ni l'auteur de faits contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs, ni l'auteur de faits de même nature ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, de radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation,
- j'affirme ne pas avoir été frappé de faillite personnelle ou d'une autre sanction, en application du titre V du livre VI du Code de Commerce,
- j'affirme remplir les conditions d'inscription telles qu'elles sont définies à l'article 2 du décret du 12 mars 2009 relatif aux enquêteurs sociaux,
- je consens à recevoir tout avis, demande ou notification par courriel, à l'adresse électronique indiquée sur la présente demande,
- et m'engage à répondre aux sollicitations des juridictions, à accomplir ma mission avec diligence et à réaliser moi-même les missions qui me seront confiées.

Fait à le

Signature



COUR D'APPEL DE TOULOUSE

**DEMANDE D'INSCRIPTION INITIALE OU DE RÉINSCRIPTION
SUR LA LISTE DES ENQUÊTEURS SOCIAUX**

**PIÈCES A PRODUIRE
JOINDRE LES PHOTOCOPIES**

**Décret n°2004-1158 du 29 octobre 2004 portant réforme de la procédure en matière familiale
Décret n°2009-285 du 12 mars 2009 relatif aux enquêteurs sociaux et à la tarification des enquêtes sociales en matière civile**

PERSONNES PHYSIQUES

Rubrique 1

- Carte nationale d'identité ou du passeport en cours de validité
- Livret de famille
- Titre de séjour, le cas échéant

Rubrique 2

- Justificatif de domicile, si vous n'avez plus d'activité professionnelle

Rubrique 3

- Lettre de motivation

Rubrique 4

- Justificatif de votre inscription antérieure, le cas échéant

Rubrique 5

- Diplômes et titres universitaires obtenus
- Bordereau récapitulatif des diplômes
- Traduction des diplômes et titres universitaires s'ils ont été délivrés par des institutions étrangères
- Liste des publications et travaux effectués

Rubrique 6

- Curriculum Vitae
- Déclaration d'affiliation à l'URSSAF, le cas échéant
- K BIS et numéro d'inscription Siret si vous êtes le chef d'entreprise de la société
- Justificatifs du statut de l'auto-entrepreneur
- Attestation d'inscription à l'ordre professionnel, le cas échéant
- Attestation de l'employeur autorisant le candidat à effectuer les éventuelles expertises pendant son temps de travail pour les candidats salariés
- Pour les fonctionnaires, les agents non titulaires de droit public et les ouvriers des établissements industriels de l'Etat : autorisation de cumul d'une activité accessoire (expertise) délivrée par l'autorité dont relève l'intéressé, ou copie de la demande.

PERSONNES MORALES

- Lettre de candidature motivée du dirigeant
- K BIS et numéro d'inscription Siret
- Fiche détaillée des activités de la personne morale
- Liste des publications et travaux effectués
- Justifications que son activité n'est pas incompatible avec l'indépendance nécessaire à l'exercice de missions judiciaires d'expertise
- Justifications qu'elle dispose des moyens techniques et des personnels qualifiés appropriés
- Justification qu'elle a son siège social, une succursale ou un établissement technique en rapport avec sa spécialité, dans le ressort de la cour d'appel
- Production de ses statuts.

Toute personne détenant une fraction égale ou supérieure à 10 % du capital de la société devra obligatoirement remplir la 1ère page du dossier : identité (rubrique 1) et adresses (rubrique 2)